

INVESTISSEMENTS HUMAINS ET FINANCE DE LONG TERME

La société civile s'exprime sur la sortie de crise

Les Entretiens Économiques Européens (EEE) organisés les 10 et 11 décembre à Bruxelles sous le parrainage de la Commission européenne, ont été un des moments phares de l'activité de Confrontations Europe en 2009. Structurés autour des questions des investissements humains et de la finance de long terme, ils sont venus clore une année marquée par la recherche de solutions de sortie de crise et de réforme du capitalisme. Ils complètent la première session organisée en juin sur le thème « Le paquet climat : un moteur pour sortir de la crise ? »⁽¹⁾.



Des pistes pour l'action

Organisés en trois demi-journées, consacrées respectivement aux scénarios de sortie de crise, aux objectifs en termes de formation-emploi et de gestion des restructurations et aux investissements de long terme, les EEE ont vu se succéder à la tribune 33 intervenants, chercheurs, représentants des institutions, d'entreprises et de syndicats, dans un dialogue avec 250 participants venus de 14 pays d'Europe. Un échange entre l'américain Christopher Murray, de la Mission auprès de l'UE, et Elisa Ferreira, députée européenne, nous a permis d'approcher les stratégies globales des USA et de l'UE. Quelques pistes pour l'action ont émergé, telles que la nécessité d'associer acteurs publics et privés, d'articuler le court terme et le moyen/long terme, le social à l'économique, de mettre en place une supervision dans un cadre de régulation. La place de l'Europe dans la division internationale du travail a été largement interrogée, de même qu'a été soulignée la durabilité et la puissance de la crise.

Une crise structurelle du capitalisme

Lors de la première matinée, consacrée aux scénarios de sortie de crise, les discussions ont montré combien il fallait se préserver d'un excès d'optimisme. En ouvrant les débats, Philippe Herzog a rappelé qu'une nouvelle crise financière n'était pas à exclure, pas plus qu'un scénario à la japonaise, de quasi-stagnation avec un fort endettement public. Ces perspectives sombres n'ont pas été contredites par les autres intervenants, qui ont pointé le risque d'une nouvelle bulle spéculative, due à l'abondance des disponibilités sur les marchés financiers. Peggy Hollinger, du Financial Times, a rappelé que dans l'histoire, les crises bancaires ont toujours débouché sur des reprises difficiles, la marge de manœuvre entre assainissement et reprise de la croissance étant très étroite, tant pour les acteurs publics que privés. De plus, comme le remarquait Simon Tilford, du Centre for European Reform, la crise de 2008 a accentué des problèmes structurels de l'économie européenne, telle que la faiblesse de la productivité, de l'innovation ou encore de la recherche appliquée.

Les conditions d'une reprise soutenable

Il convient donc de penser la sortie de crise – pas avant 4 à 5 ans – comme un processus d'adaptation de long terme, afin de retrouver le potentiel de croissance que l'Europe a perdu et de rester compétitif dans l'environnement mondial. Une adaptation d'autant plus nécessaire que, comme l'a dit André Sapir, fin 2009 les pays de l'OCDE n'avaient pu retrouver les niveaux de production antérieurs à la chute, contrairement aux pays émergents, et que leur dette publique devrait passer à plus de 110% du PIB d'ici 2014, hypothéquant encore plus les chances de reprise durable. Le nécessaire assainissement sera très dur, nous a dit

Edoardo Reviglio, chef économiste auprès de Tremonti. Il devra être axé sur l'augmentation de la productivité et du taux d'emploi de nos économies, sur les investissements de long terme en mobilisant les acteurs privés. Les orateurs, insistant sur la durabilité de la crise, ont mis en exergue la nécessité d'une réforme structurelle du capitalisme, refusant de voir dans cette crise le simple résultat d'un dysfonctionnement du système financier. Thomas Hanke, qui présidait aux échanges, a conclu sur le besoin d'une nouvelle articulation entre domaines public et privé (qui restent tous deux à assainir) afin de réaliser les investissements indispensables pour que l'Europe retrouve son potentiel de croissance et ne soit pas le parent pauvre de la nouvelle donne économique mondiale.

Consolider notre système de production pour créer des emplois et réussir les reconversions

Après cette matinée inaugurale, les discussions, animées de main de maître par Michal Kurtyka, de BPI Polska et Jeff Bridgford, pour la CES, ont porté sur deux dimensions capitales pour le redressement économique : les objectifs en termes de formation et d'emploi, et d'investissements de long terme.

Venant confirmer l'intuition de Confrontations Europe selon laquelle on ne saurait réduire la sortie de crise à des politiques macroéconomiques, les deux tables rondes consacrées à la gestion active du social ont mis en évidence l'ampleur du chantier à mener⁽²⁾. Que faire face à la montée du chômage? Le diagnostic a été sans appel : nous ne savons ni anticiper ni gérer les restructurations, ni réorienter les politiques d'emploi et de formation. « Le ciel nous tombe sur la tête » s'est écrié Enrique Calvet Chambon, du patronat espagnol. Amalia di Stefano, de l'association européenne des fournisseurs automobiles (CLEPA), s'appuyant sur une récente étude de son association, a aussi dénoncé l'absence de projection globale à vingt ans pour le secteur automobile. Les autres intervenants, à l'instar de Dominique Lagarde pour l'électricité et de Werner Buelen pour la construction, ont ensuite dressé l'état des lieux de leur secteur, en évolution permanente, dictée par les mutations démographiques, technologiques, économiques ou réglementaires.

Tous ont convenu de créer des structures permettant d'anticiper les mutations, secteur par secteur, et renforcer, comme l'a dit Gerhard Prätorius de Volkswagen, le dialogue social dans les entreprises et sur les territoires pour pouvoir piloter les restructurations et les politiques de formation et d'emploi. Fernando Vasquez, de la DG Emploi de la Commission, a souligné que, si beaucoup restait à faire, dix-huit études sectorielles ont été réalisées à l'initiative de la Commission. Mais, comme l'a fait remarquer Jacky Fayolle, à propos des études « new skills for new jobs », il ne faudra pas adapter les besoins en formation et en compétences aux perspectives de déclin industriel...



© DR

Construire une politique sociale publique et européenne

L'anticipation par secteur doit permettre d'aborder la formation et la qualification, la promotion et la reconnaissance des compétences, en fonction d'un potentiel de reprise, de la nouvelle division du travail et de la fabrication d'un «camp de base européen». Il faudra lier politiques industrielles à politiques de formation et besoins en emploi. Idilko Kovacs nous a alertés sur les graves difficultés que connaissait la Hongrie pour recruter du personnel qualifié, notamment techniciens et ingénieurs. Un constat confirmé par Jean-Christophe Prunet, pour le secteur électronique et numérique en France, qui a souligné la pénurie des qualifications intermédiaires, mettant nos industries en péril. Les besoins sont réels et immédiats, et, si les débats ont fait apparaître la mise en place de quelques initiatives intéressantes, comme l'a expliqué Hilaire de Chergé, de Veolia, pour redynamiser les filières de formation propres à certains métiers, ils ont surtout montré la cruelle déficience d'une réflexion européenne.

Refuser la dictature du marché, comme l'a proposé Pervenche Bérès, est une chose, construire une politique sociale, publique et européenne est autrement plus difficile. Le social est encore une affaire nationale. Coupé de l'économie, il est encore pensé en termes de droits alors qu'il devrait être au cœur des plans de relance – ou de plans emploi/développement durable comme l'a proposé Werner Buelen –, et d'un financement capable de consolider la chaîne recherche/formation/emploi/production. Le lien entre universités et entreprises devra être consolidé, nous a dit aussi Anders Flodström, à l'image de l'Institut européen de technologies. L'Europe pourrait et devrait jouer le rôle de catalyseur, fournir des lignes directrices, réorienter les fonds structurels et créer des fonds d'investissement consacrés au capital humain : des enjeux énormes et urgents qui vont nécessiter de mobiliser tous les acteurs⁽³⁾.

Créer de nouveaux rapports entre les institutions publiques et la finance

Comment réorienter le système financier vers le long terme et l'économie réelle ? Michel Aglietta préconise de revenir à une intervention publique durable pour contrer les pouvoirs donnés aux opérateurs de marché,

et avance trois lignes de force : instaurer une régulation financière des banques, des marchés et du crédit pour que le long terme devienne plus rentable, combattre les dérives de l'endettement ; transférer des capitaux et technologies vers les pays émergents afin d'alimenter une croissance soutenable mondiale ; s'appuyer sur les investisseurs de long terme pour financer cette croissance. Ces investisseurs, Franco Bassanini, président de la Cassa Depositi e Prestiti, les incarne avec détermination. Avec la BEI, la CDC, la KfW Bankengruppe allemande, ainsi que des partenaires espagnol, polonais et britannique, il a créé le «Fonds Marguerite», dédié aux Green infrastructures en Europe. Grand moment d'optimisme des Entretiens, «ce fonds est le premier d'une famille appelée à se développer» a-t-il déclaré. Olivier Lacoste a suggéré de développer d'autres outils au service d'investissements stratégiques européens : emprunts européens, systèmes de garantie, incitations fiscales, réforme des normes comptables...

Un engagement des entreprises

Les entreprises ne sont pas en reste, comme l'a prouvé la table ronde animée par Karel Lannoo, du CEPS. Jean-Claude Banon de Veolia Environnement, témoigne de la difficulté de mobiliser des ressources, dénonçant des réglementations qui favorisent toujours le court terme et la lourdeur des procédures. Pourtant, les besoins sont énormes. Michel Derdevet, de RTE, parle de milliards pour les infrastructures de l'énergie et regrette que le budget européen ne reflète pas la priorité à leur accorder. Il faut s'attaquer aux obstacles, développer les partenariats public-privé, contradictoires selon Christophe Bourdillon avec les règles de la concurrence, qui dépassent les oppositions traditionnelles stériles. Erwan Boscher, d'AXA IM, propose de réformer la gouvernance des investisseurs et Ieke Van den Burg, ancienne députée européenne, appelle à une plus large démocratie dans le monde financier : PME, investisseurs particuliers ou institutionnels, consommateurs, doivent se regrouper et s'impliquer pour faire entendre leur voix.

Des enjeux de gouvernance qui seront au centre de la rénovation de notre culture de l'action, comme l'a suggéré Matthieu de Nanteuil, pour Confrontations Europe.

Des jalons pour sortir de la crise

Dans ses conclusions, Philippe Herzog s'est réjoui du travail collectif grâce à l'interaction fructueuse entre acteurs de terrain et économistes, et institutions financières et publiques⁽⁴⁾. Et si nous n'offrons pas encore les solutions détaillées, «du prêt à porter», nous contribuons à poser les jalons pour sortir de la crise. Les thèmes abordés aux EEE seront encore prioritaires dans notre agenda 2010. Rendez-vous donc pour poursuivre, développer et partager notre vision, nos options et notre action.

Claude Fischer et Thomas Platt

(1) Voir les comptes-rendus des débats sur le site www.confrontations.org et dans *Confrontations Europe, La Revue* N°87 juillet/août/septembre 2009.

(2) On lira avec intérêt *L'Option de Confrontations* N° 27 «Formation-Emploi : choc démographique et sortie de crise», coordonnée par François Michaux.

(3) Les EEE 2010, préparés par un séminaire sur les restructurations industrielles, seront consacrés au dialogue social pour relever les défis formation-emploi-production.

(4) Voir les conclusions et les actes des EEE sur www.confrontations.org